



lundi, 28. Novembre 2016

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Lesotho : Coopération dans les industries mécanique et pharmaceutique</i>	<i>2</i>
<i>ONE-TIC 2016 : Initiative nationale d'orientation des entreprises.....</i>	<i>2</i>
<i>Route transsaharienne : Opportunités d'échange sous-exploitées</i>	<i>3</i>
<i>« Nous produisons 40.000 quintaux de liège par an »</i>	<i>3</i>
<i>Réunion de l'OPEP : M. Boutarfa et son homologue iranien confiants.....</i>	<i>4</i>
<i>Production de dattes : La campagne 2016/2017 s'annonce satisfaisante</i>	<i>5</i>
<i>12 168 entreprises créées depuis janvier 2016</i>	<i>5</i>
<i>Les clusters pour réussir l'industrialisation</i>	<i>6</i>
Commerce	6
<i>Deuxième pourvoyeur de devises en Algérie : Sorfert préserve sa place</i>	<i>6</i>
<i>Voliris, propose son projet Natac, le transport de fret par dirigeable</i>	<i>7</i>
<i>Vincenzo Nesci : «Nous voulons faire de Djezzy une société gagnante»</i>	<i>7</i>
Transactions & Contrats.....	9
<i>Partenariat entre SOVAC et Volkswagen</i>	<i>9</i>
Régions.....	10
<i>Pour la première fois, un vivier pour crustacés à Collo</i>	<i>10</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Lesotho : Coopération dans les industries mécanique et pharmaceutique

Source : El Moudjahid

Le Premier ministre du Royaume du Lesotho, Pakalitha Mosisili, a plaidé, hier à Constantine, pour une coopération économique avec l'Algérie, notamment dans le domaine des industries mécanique et pharmaceutique. S'exprimant à l'occasion d'une visite dans la wilaya de Constantine, M. Pakalitha Mosisili a indiqué que «l'Algérie dispose d'une expérience développée dans plusieurs spécialités industrielles», soulignant que l'occasion se présente pour «renforcer les échanges économiques entre les deux pays». Qualifiant de «bonnes» les relations entre l'Algérie et le Royaume de Lesotho, l'hôte de l'antique Cirta a indiqué que son pays a besoin de l'expérience algérienne, notamment pour les filières de la mécanique et de l'industrie pharmaceutique, réitérant la volonté de son pays de coopérer avec l'Algérie dans les différents domaines économiques.

Au cours de sa visite à Constantine, le Premier ministre du Royaume de Lesotho, accompagné par les ministres de la Poste et des Technologies de l'information et de la communications, Iman Houda Feraoun, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a visité l'unité de fabrication des tracteurs agricoles (ETRAG), située dans la région d'Oued H'mimime, et le groupement pour la promotion des industries militaires (GPIM), implanté à Aïn Smara. M. Pakalitha Mosisili a eu également à visiter l'Usine de production pharmaceutique (UPC), dans la zone industrielle Palma, avant de se rendre sur plusieurs sites historiques de la ville, à l'instar du palais Ahmed-Bey, du musée national Cirta et des ponts Sidi M'Cid et Salah

Bey. Le Premier ministre du Lesotho était accompagné d'une délégation importante de son gouvernement, composée des ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité nationale, de l'Éducation et de la Formation, ainsi que de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire.

ONE-TIC 2016 : Initiative nationale d'orientation des entreprises

Source : El Moudjahid

Une première en Algérie, l'entreprise EGC Informatique, 100% Algérienne, leader dans l'industrie des logiciels et les ERP en Algérie, en partenariat avec Alphorm Algérie, une plateforme e-learning innovante et unique alliant pédagogie et expertise, organise l'initiative nationale «ONE-TIC», le 13 et 14 décembre 2016, au palais de la Culture Moufdi-Zakaria. L'objet de cette initiative est d'orienter les jeunes entreprises algériennes (de moins de 3 ans) vers les TIC, d'une part, et, d'autre part, provoquer des impacts multidimensionnels alliant en amont la solidarité économique entre les entreprises et en aval, améliorer le classement mondial de notre pays dans les TIC par la dématérialisation intensive.

Parrainée par la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, ONE-TIC a réussi en un laps de temps très court à intégrer des contributeurs opérant dans les marchés des TIC, tel que Gisco, Emploitic, Cerist, Végore, Dztenders, ALC, pour composer un Pack Management d'une valeur de près de 2.000.000 DA. De plus, le FCE, l'ANSEJ et la Chambre nationale des commissaires aux comptes, par le biais de son conseil national, ont apporté leur soutien à cette initiative en s'inscrivant en tant que partenaire. Enfin, Full-Média, Android.dz et ASTALAVISTA, spécialisés dans la communication et l'événementiel, contribuent

pleinement pour faire de ONE-TIC, un événement d'envergure, par leur solide expertise. Grâce à ce magnifique élan d'adhésion, 4.000 packages managements TIC seront offerts gracieusement au profit des 4.000 premières entreprises inscrites sur le site «www.one-tic.dz» répartis à travers le territoire national, visant ainsi à orienter nos jeunes entreprises vers les nouvelles technologies de l'information, pour améliorer leur productivité et contribuer à la relance de l'économie algérienne. Vivant dans un contexte de mondialisation, de fusion des entreprises et de concurrence, les entreprises veulent augmenter leur productivité, leur efficacité et leur marge de profit afin de rester compétitives et s'inscrire dans la perspective du numérique par l'avènement de l'e-paiement et de la 4G.

Ainsi, face à la conjoncture économique actuelle, il devient vital, pour ceux qui possèdent des capacités d'entreprendre, d'agir pour anticiper et promouvoir le savoir-faire et les services produits inépuissablement par la ressource humaine, comme prélude à la période post-richesses naturelles tarissables. Cette hypothèse n'a jamais été occultée par les pouvoirs publics. Ces derniers ont d'ailleurs consenti d'énormes sacrifices financiers pour la promotion de l'entrepreneuriat, à travers les différents dispositifs de soutien mis en place tels que l'ANSEJ, L'ANDPME et l'ANGEM. S'alignant dans le sens de cette orientation économique, l'ambition des deux partenaires, à savoir EGC Informatique et Alphorm Algérie, ainsi que les contributeurs et les partenaires de cette initiative, est de créer l'impact du numérique, dont la finalité est de remettre 4.000 packages management à 4.000 nouvelles entreprises, représentant une valeur globale de près de 8.000.000.000 DA.

Route transsaharienne : Opportunités d'échange sous-exploitées

Source : El Moudjahid

Une conférence réunissant quelque 2.000 délégués, dont les travaux vont porter sur le développement des investissements, du commerce et des échanges divers entre les pays du continent africain, se déroulera du 3 au 5 décembre prochain à Alger.

Entre autres sujets, cette rencontre aura à se pencher sur l'avancement des travaux de la Transsaharienne, une infrastructure routière qui, une fois totalement réalisée, permettra de relier l'Algérie au Nigeria, sur une distance de 4.500 km, avec des connexions vers la Tunisie, le Mali, le Niger et le Tchad.

A quelques jours des travaux de cette réunion, la Radio algérienne a reçu, le Secrétaire général du Comité de liaison de la route transsaharienne, qui s'exprimait à propos de cet important chantier et des opportunités qu'il est susceptible d'offrir pour promouvoir la coopération entre divers pays d'Afrique. M. Mohamed Ayadi rappelle, en préambule, que la réalisation de cette infrastructure avait initialement été prévue pour désenclaver les régions de l'extrême sud du pays, dont celles d'In Salah, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar en particulier.

Il signale, toutefois, que la construction de ce projet accuse quelques retards au niveau de certains pays, dont l'Algérie (8 km restant à réaliser pour relier In Guezzam), 250 km à terminer au Mali, un retard créé par une situation sécuritaire instable, et 200 km à parachever pour relier Lagos, la capitale du Nigeria. L'intervenant annonce, d'autre part, qu'en relation étroite avec la réalisation de la route Transsaharienne,

il est programmé la création d'une zone franche à proximité du futur port d'El Hamdania, près de Cherrhell, et d'une seconde à Tamanrasset, prévues pour revoir les marchandises destinées à être acheminées vers les pays qui y sont reliés.

Annonçant que la majeure partie de cette voie de communication est désormais opérationnelle, M. Ayadi relève, cependant, que le niveau des échanges économiques entre les pays qui y sont reliés reste encore faible, à l'exception note-t-il, de l'Algérie et de la Tunisie entre lesquels elle permet d'assurer 90% du volume des transactions commerciales.

« Il reste, déclare-t-il, aux pays à travailler ensemble et dans un cadre cohérent pour examiner les moyens d'utiliser de manière optimum les considérables opportunités offertes par la Transsaharienne de développer davantage leur coopération dans divers domaines d'activité, un des importants problèmes », ajoute-t-il, « qui seront examinés durant la conférence d'Alger ».

Concernant l'Algérie, notre pays compte achever en 2017 son dernier tronçon qui s'étend de Silet (Tamanrasset) aux frontières maliennes (320 km), a indiqué de son côté le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi, présent à cette rencontre. L'achèvement de ce tronçon est néanmoins tributaire de l'amélioration de la situation sécuritaire au Mali, selon M. Kadi.

Pour permettre aux pays subsahariens d'avoir un accès direct sur la Méditerranée et faciliter ainsi les échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest, le Maghreb et l'Europe, l'Algérie prévoit de raccorder la route Transsaharienne au port de Djen-Djen (Jijel) via l'autoroute Est-Ouest, a rappelé le ministre.

L'idée du projet de la route Transsaharienne est née dans les années 1960 à l'initiative de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) dans l'objectif de désenclaver les zones déshéritées et de promouvoir les échanges entre le nord et le sud du Sahara.

A noter que le plus important tronçon de cette route est sur le territoire algérien. Il s'étale sur près de 3.400 kilomètres. Outre l'Algérie, la route traverse la Tunisie (900 km), le Mali (1.974), le Niger (1.635 km), le Tchad (900 km) et le Nigeria (1.131 km). Le projet a coûté, plusieurs milliards de dollars.

Il faut rappeler que l'Algérie a investi plus de 200 milliards de dinars (environ 3 milliards de dollars) pour « terminer et développer le tronçon de la Transsaharienne situé sur son territoire au titre des programmes 2005-2009 et 2010-2014 ». D'autres travaux sont menés afin de transformer cette route en « Autoroute Nord-Sud ».

Deux autres extensions, nécessitant la mobilisation de quatre milliards de dollars vont être réalisées. Il s'agit de deux axes routiers : Silet – Timiaouine (160 km) et Silet – Tin Zaouatine (367 km) à Tamanrasset. Devant la faible fréquentation de cette Transsaharienne, les Algériens veulent profiter de l'existence de la partie algérienne de la route pour la développer afin qu'ils puissent l'emprunter dans de meilleures conditions.

« Nous produisons 40.000 quintaux de liège par an »

Source : El Moudjahid

L'Algérie produit près de 40.000 quintaux de liège par an, une production qui peut atteindre 200.000 quintaux

avec la multiplication des investissements dans le domaine forestier, source de richesse et de développement de l'économie nationale, tels sont les estimations faites par le directeur général des forêts au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelfattah Abdelmalek, qui intervenait sur les ondes de la radio nationale. M. Abdelfattah a précisé à cette occasion, que les forêts de liège en Algérie s'étendaient sur 400.000 hectares, mais que, malheureusement, cette superficie a été réduite après la décennie noire à 200.000 hectares seulement, situation qui nécessite l'investissement dans les surfaces non exploitées pour rattraper les surfaces détruites. L'invité de la Chaîne 1 a estimé qu'avec la chute des prix du pétrole il est désormais nécessaire de développer l'investissement dans le domaine forestier, notamment dans la production du liège.

Il précisera à ce propos que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a instruit ses directions et ses services pour l'octroi de facilités aux investisseurs qui désirent investir dans l'exploitation et la transformation de cette matière. Il fera savoir, à ce titre, que des entreprises mixtes ont été créées en partenariat avec des sociétés portugaises privées spécialisées dans ce domaine.

« Des facilitations seront également accordées aux investisseurs, pour l'exploitation des surfaces forestières », ajoute le même responsable et ce, à travers l'implantation des arbres aux multiples avantages économiques, écologiques et sociales.

177 forêts à exploiter dans le domaine du tourisme et des loisirs

Concernant l'exploitation des surfaces forestières à des fins touristiques, M. Abdelfattah Abdelmalek a souligné que suite aux recommandations du ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, il sera question d'accorder aux investisseurs d'importantes facilitations pour l'exploitation de la richesse forestière, énorme dans notre pays, dans le domaine du tourisme. Il a affirmé que l'octroi d'espaces forestiers pour être exploités dans le domaine des loisirs, a été facilité et simplifié dans le cadre du plan d'orientation du secteur et du respect des lois de la République. En effet, selon lui, « cette exploitation est possible mais tout en veillant à la préservation de cette richesse naturelle », soulignant que « pas moins de 177 forêts à travers le pays, seront accordées aux investisseurs ». Au sujet de l'olivier et de l'arbre de lentisque (pistachier) se trouvant dans les montagnes de Skikda, Guelma El Tarf et Annaba. Un créneau qui demeure inexploité, le directeur général des forêts a mis l'accent sur la nécessité d'actualiser les lois et lever des entraves bureaucratiques, dans le but d'encourager les jeunes à investir dans ce domaine.

Les feux de forêt ont ravagé 18.000 ha de la surface forestière. Abordant le sujet des feux de forêt, qui ont été enregistrés à travers le pays, le responsable forestier a indiqué que les dernières statistiques font état que jusqu'au mois d'octobre dernier, les feux de forêt ont ravagé quelque 18.000 hectares. Le même responsable a souligné le grand travail établi par les services des forêts qui interviennent pour éteindre les feux ainsi que pour sensibiliser et prévenir contre les feux de forêt. En effet, la DGF a mis en place un dispositif de prévention et de lutte le 1er juin 2016. Ce dispositif a été maintenu jusqu'au 31 octobre dernier, eu égard aux risques persistants durant cette période.

Amené à s'exprimer à propos du barrage vert, le DGF, a précisé que cet « exploit politique et technique a donné lieu à des erreurs que nous veillons à réparer ». En effet, ajoute le même responsable, après avoir achevé l'étude

technique du projet en 2015, nous avons associé la population dans sa mise en œuvre. Nous avons également introduit des arbres fruitiers, auparavant le barrage était basé uniquement sur le pin maritime », a-t-il fait savoir. Depuis le lancement de l'ambitieux programme du barrage vert en 1970, le bilan du ministère fait état de plus de 300.000 ha de plantations forestières (reboisement, brise-vent, ceinture verte, fixation de dunes...), de 42.000 plantations pastorales, de 21.000 ha de plantations fruitières, de 14.000 km de pistes et de 1.500 unités de mobilisation de ressources en eau, qui ont été réalisés à ce jour.

En matière de reboisement, les plantations ont été soutenues par le rythme des réalisations inscrites au Plan national de reboisement (PNR) lancé en 2000. La superficie de la zone du Barrage vert représente près de 10% de la zone steppique, les forêts occupent 850.000 ha, soit un taux de boisement de 21% et représente 20% de la superficie globale.

[Réunion de l'OPEP : M. Boutarfa et son homologue iranien confiants](#)

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Énergie, Nouredine Boutarfa, et son homologue iranien, Bijan Namdar Zanganeh, se sont dits « confiants » quant à l'issue de la réunion de l'OPEP, prévue mercredi prochain à Vienne, a-t-on appris hier, auprès du ministère de l'Énergie. À l'issue de leur rencontre tenue samedi à Téhéran, MM. Boutarfa et Zanganeh ont déclaré avoir eu des échanges « très positifs » et se sont félicités des « bonnes conditions dans lesquelles leur entretien s'est déroulé », a indiqué le ministère de l'Énergie dans un communiqué. « La réunion (avec M. Zanganeh) a été très positive et d'une grande utilité », a déclaré M. Boutarfa. Les deux

ministres «se sont également montrés confiants quant à l'issue de la conférence de l'OPEP devant se tenir le 30 novembre à Vienne», a souligné la même source. À cet effet, M. Boutarfa a déclaré : «Nous sommes confiants quant à la perspective de trouver un accord juste et équilibré lors de la prochaine réunion de l'OPEP.» Dans une déclaration à la presse à l'issue des entretiens, M. Boutarfa a rappelé «la nécessité de trouver un accord équitable pour stabiliser durablement les marchés pétroliers». Un bon accord conduirait «à stabiliser le marché et les prix autour d'une fourchette comprise entre 50 et 55 dollars», a-t-il avancé, ajoutant que les prix «peuvent même atteindre les 60 dollars vers la fin de l'année». À une question sur les retombées d'un éventuel échec de la réunion de Vienne, M. Boutarfa «a mis en garde contre la sanction du marché qui pourrait conduire les prix à chuter en dessous du seuil des 40 dollars». Évoquant la proposition algérienne qui a été retenue par le comité d'experts de l'OPEP pour être soumise à la conférence ministérielle de cette organisation, mercredi prochain dans la capitale autrichienne, il a précisé qu'elle était basée globalement sur «une réduction d'environ 1,1 million de barils par jour opérée par les pays membres de l'OPEP». Par ailleurs, M. Boutarfa a appelé les pays non OPEP à «contribuer à l'effort des pays de l'OPEP en réduisant leur production de près de 600.000 barils/jour». Pour sa part, M. Zanganeh a déclaré à la presse, à l'issue de sa rencontre avec M. Boutarfa : «Nous sommes confiants et nous continuons à travailler pour obtenir un accord le 30 novembre.» Le ministre iranien a indiqué avoir pris connaissance de la proposition algérienne et a mis en avant «les efforts de la partie algérienne pour arriver à un accord qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties».

Production de dattes : La campagne 2016/2017 s'annonce satisfaisante

Source : Algérie Eco

Selon les professionnels, la campagne phoenicicole 2016/2017 est très satisfaisante en quantité et en qualité comparativement à la campagne précédente suite aux conditions climatiques jugées très favorables indique la dernière note de conjoncture de l'observatoire nationale des filières agricoles et agro-alimentaires (OFNAA).

Il semble, selon eux, que cette campagne est parmi les meilleures de ces dernières années. A travers cette note, il est indiqué que les rendements et la production prévisionnels pour cette campagne annoncent une nette augmentation par rapport à la campagne précédente. Cela est dû à plusieurs facteurs développés auparavant en l'occurrence des facteurs climatiques jugés favorables ; d'un taux de pollinisation optimum notamment à Ouargla et à El-Oued qui a atteint les 100% (selon les DSA) et d'une bonne campagne de lutte contre le Boufaroua et le Myeloïs, (99% de couverture).

Les prévisions des rendements et de la production de la datte pour la campagne 2016/2017 révèlent que Biskra restera en tête avec 4 350 000 quintaux, Ouargla 1 498 898 quintaux et El-Oued avec 2624 400 quintaux.

Selon la même note, les prix de vente de la Deglet Nour varie selon la qualité, du 1er choix jusqu'au 3ème choix.

Actuellement et en pleine campagne de récolte, les prix sont aux alentours de 50 à 250 Da/kg aux marchés de gros et de 60 à 350 Da/kg au détail. « En règle générale, les prix de vente de la datte augmentent en début de récolte pour s'abaisser de plus en plus au cours de la

période de récolte », indique la même note qui précise que les prix verront une augmentation progressive à nouveau à partir de la fin de la récolte.

En conclusion, la campagne 2016/2017 a connu de bonnes conditions climatiques comparativement à celles de la campagne 2015/2016. A cela s'ajoute, le bon déroulement de la campagne de lutte contre le Boufaroua et le Myeloïs avec un taux de réalisation de plus de 99% de palmiers traités dans les wilayas potentiellement productrices.

Notons que la campagne 2016/2017 va être marquée par la sortie du premier lot de dattes labélisées IG ; « IG Deglet Nour de Tolga », ce qui constituera une valeur ajoutée pour les dattes algériennes notamment sur le marché international.

12 168 entreprises créées depuis janvier 2016

Source : Liberté

Le nombre d'entreprises créées les neuf premiers mois de l'année 2016 a atteint 12 168, en hausse de 4% par rapport à la même période de 2015, tandis que 5 602 autres ont été radiées pour cessation d'activité, selon les données du CNRC.

Ces chiffres ne concernent pas les opérateurs économiques inscrits au CNRC en tant que personnes physiques, mais uniquement les opérateurs constitués en tant qu'entreprises.

Par catégorie d'activité des entreprises créées, ce sont les services qui viennent en tête (3 766 entreprises), suivis de la production de biens (3 730), de l'import (2

028), de la distribution de détail (1 386), de la distribution de gros (1 350) et de l'export (209).

Quant aux entreprises radiées (5 602), leur nombre a, en revanche, baissé de 8% par rapport à la même période de l'année écoulée.

Les radiations ont essentiellement touché les secteurs des services (1 923 entreprises), de l'import (1 678), de la production de biens (1 628) et de la distribution de détail (639).

Avec ces opérations de création et de radiation, le nombre global des entreprises inscrites au CNRC s'élève à 170 933 à fin septembre 2016 dont 32% exercent dans les services, 29,5% dans la production de biens et 20% dans le secteur de l'importation pour la revente en l'état. Par zone d'implantation, la wilaya d'Alger conserve sa prépondérance en matière d'installation d'entreprises avec 56 062 entités, suivie des wilayas d'Oran (13 653 entités), de Sétif (8 508 entités) et de Tizi Ouzou (5 573 entités).

Concernant les opérateurs économiques nouvellement inscrits en tant que personnes physiques durant les neuf premiers mois, leur nombre est de 109 752, soit un recul de près de 4% par rapport à 2015.

Ils se sont inscrits au registre du commerce dans les secteurs essentiellement de distribution de détail (63 666 personnes physiques), des services (35 764) et de la production de biens (10 732).

Plus de 12 000 opérateurs étrangers exercent en Algérie Concernant les opérateurs étrangers exerçant en Algérie et inscrits au registre du commerce, leur nombre a atteint 12 512 à fin septembre 2016 dont 10 160 entreprises (contre 9 715 en septembre 2015), 2 352 (le

reste) se sont inscrits en tant que personnes physiques. Près d'une centaine de nationalités sont présentes en Algérie originaires notamment de France avec 2 006 entreprises (19,7% de la totalité), de Syrie avec 1 196 entreprises (11,7%), de Turquie avec 881 entreprises (8,6%), de Chine avec 862 entreprises (8,4%) et de Tunisie avec 698 entreprises (6,8%). Ces entreprises exercent dans les services (4 371), dans la production de biens (4 241), dans l'import (2 312), dans la distribution de gros (1 008) et dans la distribution de détail (973).

Les entreprises étrangères sont implantées surtout à Alger (6 147 entreprises), à Oran (801), à Blida (428), à Annaba (332), à Constantine (294), à Sétif (237) et à Boumerdès (206).

Quant aux 2 352 opérateurs étrangers inscrits en tant que personnes physiques, ils exercent notamment dans la distribution de détail (1 857 commerçants), les services (272) et dans la production de biens (194).

En somme, le nombre total des opérateurs économiques inscrits au registre du commerce s'élevait à 1 879 519 opérateurs à fin septembre 2016, soit une évolution de 2,6% par rapport à la fin de l'année 2015.

Les clusters pour réussir l'industrialisation

Source : El Moudjahid

Parallèlement à la politique des filières, le ministère de l'Industrie mise sur les clusters pour soutenir la compétitivité des entreprises. On note aujourd'hui le lancement des clusters boissons Soummam, dattes de Biskra et ENIE pour l'électroménager.

Et ce, en attendant l'arrivée d'autres dans plusieurs secteurs. Ces groupements d'entreprises sont prévus

dans la plasturgie, la mécanique de précision, l'économie numérique et la tomate industrielle.

Créés sous l'égide de la Direction générale de la PME, ces clusters, gagneraient à être généralisés selon Lotfi Halfaoui qui nous dira : «C'est la création de "clusters", de grappes et concentrations d'entreprises industrielles, de pôles de compétitivité.

C'est un modèle qui continue à donner ses fruits de par le monde». Il donnera comme exemple la transformation du lait à Akbou et l'électroménager à Bordj Bou Arréridj, Sétif et Blida.

«On constate autour des wilayas d'Oran et Aïn Témouchent qu'un noyau industriel autour du montage de véhicules de tourisme et de transport de marchandises est en train de se mettre en place, qui augure de l'espoir d'offrir beaucoup de postes de travail à la population», ajoutera-t-il.

COMMERCE

Deuxième pourvoyeur de devises en Algérie : Sorfert préserve sa place

Source : El Moudjahid

La Société d'ammoniac et d'urée, basée dans la zone industrielle pétrochimique d'Arzew, à l'est d'Oran, préserve toujours sa place de deuxième pourvoyeur de devises en Algérie, après le groupe Sonatrach, a affirmé, hier, son président-directeur général. «Nous gardons toujours notre place comme 2e pourvoyeur de devises étrangères en Algérie après le groupe Sonatrach, avec une recette de 480 millions de dollars prévue pour l'année en cours», a souligné Muhammed Asif lors d'une rencontre avec la presse. La recette de cette année connaît une baisse par rapport à 2015. Sorfert a

réalisé un chiffre dépassant 500 millions de dollars, malgré la hausse du volume de ses exportations en ammoniac et urée en 2016, selon le même responsable, qui a expliqué que cette régression est due à la baisse des prix de ces produits sur le marché mondial, affectés par l'instabilité que connaissent les marchés pétroliers et gaziers. « Pour faire face à cette baisse des prix des deux matières que nous produisons, estimée à environ 50%, nous avons augmenté le volume de nos exportations afin de compenser la valeur perdue et permettre à notre complexe de passer à l'exploitation de plus de 90% de ses capacités », a fait savoir le premier responsable de cette société, lancée dans la production en 2013, dans le cadre du partenariat algéro-égyptien (Sonatrach Orascom). « Pour l'année 2017, nous allons passer à l'exploitation de l'entière capacité du complexe (100%), de deux unités d'ammoniac avec une capacité de 2.200 tonnes métriques par jour et une unité d'urée en granulés de 3.540 tonnes métriques par jour », a ajouté M. Asif.

[Voliris, propose son projet Natac, le transport de fret par dirigeable](#)

Source : Algérie Eco

« L'Algérie recèle 2 kilomètres carrés de désert et est le deuxième producteur de hélium dans le monde : deux atouts suffisants pour qu'elle se dote du projet de navette aérienne de transport automatique de containers (NATAC) ». Telle est, en résumé, la présentation donnée par Alain Bernard, Directeur de Voliris, à son projet Natac, lors d'une conférence au salon Logistical.

En ce qui concerne le premier atout, il dira « il est difficile et excessivement coûteux, en cet endroit, d'y construire des routes et, d'ailleurs, il ne sert à rien de le

faire si on en fait pas usage régulièrement », ajoutant que, « la NATAC, destinée au transfert de fret par dirigeable hybride automatique, peut y remédier. La contrainte pour les porte-conteneurs de se déplacer sur le sable, pourrait vite être comblée par cet objet volant ».

Se voulant rassurant, il déclara que « nous l'avons déjà testé en France, mais en modèle réduit, soit le 1/7ème de sa hauteur réelle : 11 mètres sur 80 mètres. ».

Poursuivant son intervention, Mr Bernard dira que, « le coût de l'appareil est certes cinq fois plus cher que le prix d'un camion, mais il l'est moins comparativement à la réalisation d'un km de routes : soit contre 1 euro par tonne par km contre 1 million d'euro par km réalisé ».

Evoquant le deuxième atout, le Directeur de Voliris a déclaré, « la principale composante de l'appareil est le hélium, et puisque l'Algérie est le deuxième producteur au monde, le problème ne devait pas se poser en termes de fourniture de cette matière ».

Pour Armand Siegel, responsable du Bureau d'études, « l'objectif est de se voir accorder, par les autorités algériennes, l'autorisation d'effectuer les premiers essais en grandeur nature », ajoutant que « sa conception a nécessité 8 ans de recherche, pour l'Afrique, l'Amérique du Nord, la Russie, et l'Australie, soit les pays où il y a peu de routes et une vastitude désertique ».

« Pour l'information, précise-t-il, il a une masse de 70 tonnes pour un poids de 40 tonnes. Il peut transporter la même charge utile, soit 30 tonnes, qu'un avion qui, lui, pèse 130 tonnes ».

Enfin, il dira « En détails : l'appareil est d'une portée aller-retour de 500 Km, avec une vitesse de 120 KM/H, sur une altitude de 3000 pieds. Il peut décoller avec 30 nœuds de vent maximum d'exploitation et survit jusqu'à 80 nœuds. Pour le contrôle de pression, il lui suffit de 400-2000 pascal, alors que nous évoluons dans un espace de 101 300 pascal, d'où sa caractéristique de ne pas se dégonfler, même si on lui tire dessus » a-t-il conclu.

[Vincenzo Nesci : « Nous voulons faire de Djezzy une société gagnante »](#)

Source : El Watan

Le président exécutif de Djezzy, Vincenzo Nesci, que nous avons rencontré dans les locaux de son entreprise à Alger, revient sur les principaux investissements prévus sur les prochaines années ainsi que sur les ambitions de Djezzy sur le marché algérien des télécoms. Cet opérateur, qui se développe à la fois sur l'équipement, la technologie, le digital et le numérique, s'affirme en challenger. En termes de calendrier, la société de Vincenzo Nesci prévoit l'ouverture sous peu de deux incubateurs à startups, le lancement d'un fonds d'investissement avec une importante banque de la place ainsi qu'avec plusieurs institutions financières...

- Vous comptez investir un milliard de dollars dans Djezzy sur les cinq prochaines années. Peut-on savoir quels seront les métiers qui vont capter l'essentiel de cet investissement et quel serait le résultat escompté au bout de ces cinq années ?

En effet, le CEO de VimpelCom, Jean-Yves Charlier, a annoncé il y a un an et demi un investissement d'un milliard de dollars, dont une partie a été déjà injecté dans le déploiement de la 4G dans 16 wilayas

actuellement et 20 wilayas prévues avant la fin de l'année en cours. Un important investissement a été également réalisé pour compléter la couverture des 48 wilayas en 3G. Le 3 décembre prochain marquera la connexion à la 3G des sept dernières wilayas restantes. Nous réaliserons ainsi dans les délais prévus l'objectif de couvrir les 48 wilayas en 3G avant la fin de l'exercice en cours.

Nous envisageons d'investir davantage dans notre réseau car nous pensons qu'il faut offrir un maximum de capacités à tous les citoyens algériens. Au moment de l'attribution des licences 3G, le groupe VimpelCom avait alors une attitude conservatrice sur le choix des wilayas, étant donné que les négociations avec le gouvernement pour le rachat d'une partie de Djezzy n'étaient pas bouclées. Une fois l'accord finalisé, nous sommes passés à la vitesse supérieure dans la réalisation dudit plan d'investissement.

Nous avons eu le feu vert pour compléter le déploiement de la 3G quasiment en même temps que le lancement de la 4G. Aujourd'hui, nous comptons renforcer davantage cette couverture du réseau pour atteindre toutes les communes avec un même niveau et qualité de service. L'accès à l'information, à la culture, à la formation doit être garanti à tous les niveaux.

Et c'est pour cela que nous avons participé avec beaucoup de conviction à l'appel d'offres pour le service universel. Vous devez le savoir, il y a un fonds dédié au service universel, géré par le ministère de tutelle et le régulateur (ARPT), qui permet la couverture des zones blanches qui sont les endroits les plus éloignés où l'investissement n'aurait pas de sens économique, mais un sens plutôt politique.

- Au lancement de la 3G et de la 4G ensuite, vous avez affiché une nette volonté d'investir dans le digital et l'industrie numérique et du contenu pour être, au bout du compte, un référent en la matière. Comment comptez-vous développer ce projet ? Allez-vous racheter des startups ou comptez-vous les développer en interne ?

Nous pensons que nous avons au niveau du groupe VimpelCom une expérience unique dans le numérique et le digital. La plateforme que nous sommes en train de lancer sur nos trois premiers réseaux en est l'exemple. Nous voulons transposer cette expérience ici en Algérie. Nous voulons développer une collaboration avec des startups ici en Algérie et les aider à se développer. Le retour sur investissement escompté consiste à nous aider à remplir nos tuyaux et nos autoroutes.

Dans une dizaine de jours, nous allons inaugurer l'incubateur de l'Ecole nationale polytechnique. C'est un premier pas important, en attendant d'inaugurer l'incubateur Djezzy. Ce sont des actions dans lesquelles nous comptons nous impliquer et nous investir en mettant nos managers à la disposition des développeurs.

Nous avons également négocié avec une importante banque algérienne et des institutions financières pour la création d'un fonds d'investissement dédié au développement des startups. L'idée est que chacun des partenaires mette un ticket d'entrée pour la mise en place de ce fonds qui pourra être utilisé par des startups en vue de leur développement. Djezzy entend mettre au départ un minimum de 100 millions de dinars, signe de son engagement pour l'essor d'une économie numérique en Algérie.

- Quelle sera la contribution de la maison mère, le groupe VimpelCom, dans la réalisation des deux projets cités ; l'investissement dans l'équipement et la technologie ainsi que l'industrie du numérique ?

VimpelCom a aujourd'hui un leadership digital reconnu. Nous avons ici accès à toute cette expérience et ces plateformes du groupe qui fait dépêcher en Algérie des collègues de grande valeur pour nous accompagner dans ce développement. Au-delà donc de la contribution financière de VimpelCom, le groupe nous accompagne par la compétence humaine et par le savoir-faire et la technologie qui lui sont reconnus.

D'ailleurs, des collègues du bureau de Londres de VimpelCom sont ici, dans nos locaux, pour discuter avec nous sur ce que nous allons réaliser sur les prochains 18 mois. Ceci dit, nous avons à notre niveau des compétences algériennes de tous genres, spécialisées dans le déploiement, dans le traitement des datas et leur utilisation... Une chose est sûre, nous mettons tous les moyens pour satisfaire tous les besoins des clients et être au final le référent du marché en matière du digital.

- Quelle sera la contribution de Djezzy sur le marché des télécoms, de l'emploi, de la numérisation de l'économie, de la création de valeur ajoutée et de richesse ? Avez-vous des indicateurs macroéconomiques chiffrés en la matière ?

Nous avons l'ambition d'ouvrir entre 300 et 500 boutiques sur le territoire national. Nous l'avons toujours dit, car nous pensons qu'il est extrêmement important pour Djezzy d'être un opérateur de proximité. Au lancement de la 4G à Alger, depuis notre boutique de Bab El Oued, il y avait un flux ininterrompu de clients. Nous disposons aujourd'hui de 95 boutiques, mais si nous réussissons à en voir 500, cela voudra dire

que nous mettons en place le dispositif qui permettra de mieux couvrir le territoire national et de répondre aux besoins des consommateurs. Il y a donc cette proximité avec le client qui nous manque aujourd'hui.

Ce à quoi nous aspirons mais avec une nouvelle formule ; ça devra être une boutique où il y a des personnes qui sont capables d'identifier le besoin du client et de lui offrir la solution idéale. Cela veut dire que nous misons sur des personnes aux profils très différents de ce dont nous disposons actuellement. Nous allons repenser complètement les profils d'embauche et les formations à dispenser à nos futurs collègues.

- Quelle est, selon vous, la marge de croissance dont dispose encore le marché des télécoms algérien ? Pensez-vous que le haut débit allait se substituer au segment «voix» qui réalisait l'essentiel de la croissance jusqu'ici ?

Le marché dispose encore d'une excellente marge de croissance. Si nous n'avions pas cette conviction, nous ne serions pas ici pour investir un milliard de dollars. Le potentiel est là et le pays est en train de vivre un moment très intéressant dans sa quête de diversification de son économie.

La tâche d'un opérateur comme Djezzy est d'accompagner cette transformation du pays. Pour cela, nous devons réussir cette volonté de nous transformer, car les cinq ans de difficultés et de négociations ont fait de Djezzy une société un peu sclérosée. Nous nous sommes bien réveillés et nous sommes en train de faire de cette société un opérateur beaucoup plus agile et combatif. Nous voulons être à nouveau battants et gagnants.

Nous avons déjà commencé à retravailler les niveaux managériaux ; nous sommes passés de neuf niveaux de management à cinq niveaux aujourd'hui. Cela signifie que le processus de décision sera beaucoup plus rapide, mais il faut que les managers prennent aussi confiance en eux-mêmes et apprennent à décider et à être responsables. Il est extrêmement important dans notre économie d'aujourd'hui que les managers disposent d'une marge de décision et se sentent responsables. Il faut que chacun soit entrepreneur dans son domaine.

- Sur le front de la téléphonie cellulaire de quatrième génération, quelles sont les différences entre l'approche et l'offre de Djezzy et celles des autres opérateurs ?

Nous croyons qu'avec la refonte et la simplification de nos offres que nous avons annoncées il y a un mois, nous avons fait un pas important en direction des clients. Ces derniers ne vont plus se perdre dans cette panoplie d'offres qui sont désormais simplifiées, claires et accessibles à toutes les bourses. Par-dessus tout, nous voulons offrir les meilleures couverture, capacité et qualité du réseau, un des atouts sur lesquels nous comptons faire la différence.

- Dans cette nouvelle bataille sur le terrain de la 4G, y a-t-il des points sur lesquels vous serez particulièrement vigilants ?

Nous sommes vigilants à tous les niveaux. Nous respectons la concurrence, mais nous pensons que nous avons dans nos gènes l'esprit de victoire et nous avons surtout une force de frappe unique ; nous avons l'expérience d'un groupe international comme VimpelCom, les racines et le savoir-faire algérien du Fonds national d'investissement (FNI). Deux atouts qui

nous permettent d'aller de l'avant pour faire de Djezzy une société gagnante.

- Est-ce que Djezzy compte investir au-delà des frontières, dans le rachat de licences en Afrique à titre d'exemple, puisque les maîtres-mots de la nouvelle stratégie de l'Exécutif plaident pour la conquête de marchés extérieurs ?

Prendre des participations ailleurs, sur d'autres marchés africains, n'est pas encore une option dans notre stratégie. Mais la situation des marchés peut évoluer, nos options aussi.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Partenariat entre SOVAC et Volkswagen

Source : El Moudjahid

Volkswagen Golf 7, premier modèle de l'usine Sovac, sortira en juin 2017

La coentreprise SOVAC Production S.P.A. est née. La nouvelle joint-venture a été officiellement créée, à l'issue de la cérémonie de signature du Protocole d'accord entre le groupe SOVAC et le groupe Volkswagen, pour la production des véhicules de la marque allemande en Algérie, qui a eu lieu, hier, au ministère de l'Industrie et des Mines.

Le protocole d'accord signé aujourd'hui est le début d'un nouveau challenge entre les deux partenaires, qui concrétisent leur projet de production de véhicules, après treize années de partenariat commercial (vente de véhicules et de pièces de rechange). Au-delà du partenariat économique, cette nouvelle alliance entre le groupe SOVAC et le groupe Volkswagen marque une véritable coopération entre l'Algérie et plusieurs pays

européens, à savoir l'Allemagne, l'Espagne et la République tchèque. Le premier modèle qui sortira de l'usine Sovac production est une Volkswagen Golf 7, en juin 2017. Présidant la cérémonie du nouveau partenariat, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a souligné dans son intervention que son objectif central est de «concrétiser l'ambition de réindustrialiser le pays, pour diversifier notre économie et sa compétitivité afin de nous positionner à l'international». «Redevenir compétitif dans le continent et dans la Méditerranée, voilà ce que nous ambitionnons de faire. C'est aussi l'une des raisons qui font mon insistance permanente pour renforcer le partenariat industriel avec un grand pays comme l'Allemagne», explique le ministre. La réalisation de l'usine Volkswagen en Algérie constituera le deuxième projet sur le continent africain après celui de l'Afrique du Sud. «Le coût de l'investissement est estimé à 170 millions d'euros, qui comprend la réalisation de la ligne de montage et l'importation des équipements pour la future usine Volkswagen-Algérie», ajouté M. Bouchouareb. Selon le membre du gouvernement, le projet en question va générer quelque 1.400 postes de travail seront créés, dès la mise en service de l'usine, au profit de la main-d'œuvre locale et des wilayas limitrophes.

À propos du marché de l'automobile, le ministre dit qu'«assainir et organiser le marché était un préalable pour professionnaliser l'activité et rassurer les concessionnaires sérieux qui aspiraient à investir. C'est désormais chose faite. Comme nous avons décidé d'une série de mesures incitatives, dont les dernières viennent d'être votées par l'APN dans la LF-2017».

Il annonce, à l'occasion, que «les entreprises de production activant dans les domaines de l'assemblage et du montage bénéficieront, désormais, du régime

fiscal préférentiel». Et d'ajoute que «les sous-traitants qui interviennent dans la production d'ensembles et sous-ensembles destinés aux produits et équipements mécaniques, électroniques et électriques, seront exempts des droits de douane et de la TVA, pour une période de cinq ans».

Du côté du groupe Volkswagen, Josef Baumert a indiqué, lors de la signature du contrat, que «le groupe Volkswagen s'est prononcé en faveur d'une participation à SOVAC Production S.P.A. compte tenu du fait que nous travaillons depuis des années avec succès avec notre partenaire SOVAC. Cette étape est la conséquence logique de notre volonté d'améliorer nos ventes en Algérie à long terme». Pour sa part, le directeur de la Production Internationale de la marque Volkswagen, Andreas Lauenroth, dit que «l'assemblage local est pour nous une première étape stratégique avant la fabrication en Algérie. Pour ce faire, nous allons former des collaborateurs locaux aux enjeux de la qualité, de la production et de la logistique sur les sites respectifs de nos marques en Europe. Nous obtiendrons ainsi un niveau de qualité made in Europe en Algérie». Pour sa part, Mourad Eulmi, PDG de SOVAC Production S.P.A., affirme que «la présence de représentants des marques Volkswagen, Volkswagen Véhicules Utilitaires, SEAT et ŠKODA est un indicateur des modèles qui seront produits durant la première année. Il est important de souligner que quatre unités de production seront mises en place dans l'usine de Relizane. Chaque unité représentera une marque». Un nouveau hall d'assemblage verra le jour sur 150 ha dans la région de Relizane, dans la zone industrielle de Sidi Khettab. À partir du printemps 2017, SOVAC Production S.P.A. élèvera progressivement la capacité de production à plus de 100 véhicules par jour. Le site de Relizane assemblera alors les tout derniers modèles Volkswagen Golf, SEAT Ibiza, ŠKODA Octavia et Caddy de

Volkswagen Véhicule Utilitaires. Le groupe Volkswagen détient une participation minoritaire dans cette coentreprise.

La réalisation de l'usine Volkswagen en Algérie constituera le deuxième projet sur le continent africain après celui de l'Afrique du Sud. Le coût de l'investissement du Groupe Sovac est estimé à 250 millions d'euros. La capacité de production de la ligne de montage VW est de 12.000 unités pour la première année de production en 2017 à Relizane, et elle passera par la suite à 100.000 unités, cinq ans plus tard vers 2022.

REGIONS

Pour la première fois, un vivier pour crustacés à Collo

Source : Liberté

Le port de pêche de Collo s'est doté récemment d'un vivier pour crustacés. Une première dans les annales de la pêche locale. Il s'agit d'une nouvelle opportunité aussi bien pour les pêcheurs de cette espèce marine que pour le secteur de la restauration dans toute la région est du pays. Les langoustes, à titre d'exemple, sont très prisées sur les tables des établissements de moyen et haut de gamme. Elles sont même le hiatus. Ce qui représente une nouvelle opportunité pour l'activité gastronomique.